



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **01 JUL. 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOGISTIQUE GALERIES LAFAYETTE SA

27 rue de Châteaudun
75009 Paris

Références : E/25- ~~1577~~
Code AIOT : 0006511771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement LOGISTIQUE GALERIES LAFAYETTE SA implanté ZAC Gustave Eiffel 1 boulevard de Rome 77 600 Bussy-Saint-Georges. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGISTIQUE GALERIES LAFAYETTE SA
- ZAC Gustave Eiffel 1 boulevard de Rome 77 600 Bussy-Saint-Georges
- Code AIOT : 0006511771
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site contrôlé est un des entrepôts logistiques de la société Galeries Lafayette. Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation n°06 DAIDD 1IC 158 du 19 juillet 2006 et d'un arrêté préfectoral complémentaire n°2013/DRIEE/UT77/046 du 29 mars 2013. Le classement du site est composé de la rubrique 1510 (entrepôt) sous le régime de l'autorisation et des rubriques 2910 (Combustion), 2925 (Atelier de charge), 4320 (Stockage d'aérosols) et 4331 (Stockage de liquide inflammable) sous le régime de la déclaration.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Fluides frigorigènes	Autre du 07/02/2024, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Moyen de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 8.1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2	Sans objet
2	Porte coupe feu	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5	Sans objet
4	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 1.7.1	Sans objet
5	Etude de danger	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 1.7.2	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 4.2.2	Sans objet
7	Isolement	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 4.2.4.2	Sans objet
8	Inventaire des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.2.1	Sans objet
9	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.3.3	Sans objet
10	Protection contre la Foudre	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.3.4	Sans objet
11	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.6.3	Sans objet
12	Moyen d'intervention	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.7.2	Sans objet
13	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.7.6	Sans objet
14	POI	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.7.7	Sans objet
15	Protection des milieux	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.7.9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
17	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 8.1.8.1	Sans objet
18	Local chauffaire	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 8.2.3	Sans objet
19	Local de charge	Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 8.4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu et globalement conforme à la réglementation. Il convient que l'exploitant transmette les justificatifs demandés afin de lever les observations relevées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Présence et complétude du registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 5.1.4 - DECHETS TRAITES OÙ ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2006 susvisé sont remplacées par celles-ci : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - la quantité du déchet sortant ; - le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; - le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. <p>Le registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des autorités compétentes.</p>

Constats : Durant la visite, l'exploitant a présenté un registre présentant l'ensemble des déchets générés par l'installation pour l'année en cours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Porte coupe feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Degrés coupe-feu
Prescription contrôlée : L'article 8.1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2006 est modifié comme suit : L'alinéa « Les portes de communication entre les cellules sont coupe-feu de degré 2 heures (REI120) ou 4 heures (REI240) si le mur est coupe-feu 4 heures, à fermeture automatique, commandables de part et d'autre et asservies par des détecteurs autonomes déclencheurs sensibles aux gaz et aux fumées. La détection se fait au niveau des portes, de chaque côté du mur. La fermeture des portes ne doit pas être gênée par des obstacles. » est remplacé par « Les portes de communication entre les cellules sont coupe-feu de degré 2 heures (REI120) ou 4 heures (REI240) si le mur est coupe-feu 4 heures, à fermeture automatique, commandables de part et d'autre du mur de séparation des cellules et asservies à la détection automatique d'incendie. La fermeture des portes ne doit pas être gênée par des obstacles. »
Constats : Lors de la visite, les portes traversées avaient un degré coupe feu conforme. Les portes piétonnes étaient maintenues fermées et les murs de degré coupe-feu 4h disposaient de 2 portes successives de degré coupe-feu 2h. Il n'a pas été vu d'obstacle au niveau des ouvertures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Autre du 07/02/2024, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle d'étanchéité
Prescription contrôlée : RÈGLEMENT (UE) 2024/573 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) no 517/2014 1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes:

a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.

[...]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante:

a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois

[...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a consulté le dernier contrôle d'étanchéité du groupe froid associé à la cellule 12 (réfrigérée). Le dernier contrôle est daté du 24 janvier 2024. Lors de la visite, l'étiquetage du groupe froid a été vérifié. Les étiquettes présentes sur l'équipement semblent conformes mais sont difficiles à lire car partiellement effacées. Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 17 juin 2025, la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant effectue une nouvelle vérification de l'étanchéité des groupes froids et qu'il transmette le cerfa de vérification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 1.7.1

Thème(s) : Situation administrative, Modifications de l'installation

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Lors de la visite, les différents documents d'information, porter à connaissance, bénéfice d'antériorité, transmis par l'exploitant depuis 2015 et n'ayant pas fait l'objet d'un retour de l'inspection des installations classées ont été évoqués. Ces documents feront l'objet d'un traitement formalisé prochainement.

En complément, l'exploitant a indiqué que de nouvelles modifications de l'entrepôt sont envisagées. Afin de présenter la situation future, un porter à connaissance est actuellement en cours de rédaction et sera transmis au plus tard en fin d'année. Une comparaison des flux thermiques actuels et futurs sera présentée dans le porter à connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étude de danger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 1.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour EDD

Prescription contrôlée :

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Constats :

Une comparaison de l'ensemble des flux thermiques actuels et futurs sera présentée dans le cadre du porter à connaissance qui sera transmis en fin d'année.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan à jour et complétude

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

* l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,

* les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),

+ les secteurs collectés et les réseaux associés,

+ les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),

+ les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

<p>Constats :</p> <p>Le 28 mai 2025, l'exploitant a déposé un plan des réseaux papier à l'inspection des installations classées. Le document est dans un format insuffisamment grand pour être exploité.</p> <p>Par courriel du 17 juin 2025, l'exploitant a transmis le document en format numérique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Isolement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 4.2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une vanne d'isolement asservie à la détection du site. En cas de perte des utilités, cette vanne peut être activée manuellement. Les consignes d'utilisations sont présentes sur la vanne.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Inventaire des substances dangereuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Présence d'un registre et des FDS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur sont constamment tenus à jour.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un inventaire de ces produits dangereux et d'un plan de localisation de ces derniers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport quadriennal de vérification périodique relatif à l'intervention du 21 au 29 mai 2024 (29 observations), le rapport de contrôle par thermographie infrarouge du 24 juin 2024 (aucune remarque), l'offre commerciale du 23 avril 2025 et le bon de commande du 12 mai 2025 relatifs à la mise en conformité suites aux observations du rapport Q18. Lors de la visite du site, le prestataire de la société procédait aux travaux de mise en conformité des installations électriques. Par courriel du 17 juin 2025, l'exploitant a transmis le procès-verbal de l'intervention actant la levée des non-conformités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection contre la Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique
Prescription contrôlée : [...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans.
Constats : Dans les éléments déposés le 28 mai 2025, seule une offre commerciale du 22 novembre 2024, relative à l'ajout de 8 compteurs sur une descente foudre est présentée. Par courriel du 17 juin 2025, l'exploitant a transmis l'étude technique de son installation de protection contre la foudre datée de 2011 et le dernier rapport de vérification des installations de protection contre la foudre daté du 27 août 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Présence et adéquation
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : + 100 % de la capacité du plus grand réservoir, + 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : + dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, + dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, + dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l [...]
Constats : Les produits potentiellement dangereux observés sur le site étaient bien situés sur des rétentions de contenance adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyen d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. [...]
Constats : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Il n'a pas été observé d'obstacle de nature à entraver l'utilisation de ces derniers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes et formation
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel. Le personnel est instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois.
Constats : L'exploitant dispose de consignes, incluses dans son POI pour la conduite à tenir en cas de sinistre. L'ensemble du personnel est formé comme équipier de première intervention et une vingtaine de personnes disposent également d'une formation d'équipier de seconde intervention. Un recyclage des différentes missions, y compris pour le poste de commandement en cas d'activation du POI, est prévu chaque année. Par ailleurs, un exercice est organisé chaque année, parfois en lien avec le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Présence et complétude
Prescription contrôlée : Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.), s'il existe, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I. ; l'avis du comité est transmis au préfet. Ce plan est également transmis à la Direction Départementale des Services d'incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé. L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de l'usine les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. L'exploitant prend en outre à l'extérieur du bâtiment, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI pour mise en application des articles 2.5.2 et 3.2.2 de l'instruction ministérielle du 12 juillet 1985.
Constats : Une pochette indiquée « MAJ POI » a été déposée le 28 mai 2025 à l'UD 77. Celle-ci ne comporte qu'une liste à jour de l'organisation humaine. Le document complet a été transmis par courriel du 17 juin 2025. Le document complet est disponible en classeur au niveau de l'équipe de direction, dans le poste de commandement en cas de sinistre, et en numérique (accessible à distance). Les derniers exercices POI ont eu lieu le 28 novembre 2024 et le 8 novembre 2023 (en présence du SDIS 77).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Protection des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 7.7.9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Toutes mesures sont prises pour recueillir ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les eaux d'extinction d'incendie et de refroidissement sont recueillies de façon gravitaire par le bassin étanche de rétention des eaux de voirie. Le volume total des eaux d'extinction pouvant être retenu est de 1 912 m³, ce qui correspond au volume d'eau écoulée pendant 2 heures d'intervention. Au delà, Des sociétés spécialisées sont chargées de pomper les effluents. Le site est isolé selon les dispositions mentionnées au point 4.2.4.2

Constats :

Parmi les documents disponibles dans le corpus déposé le 28 mai 2025 dans les locaux de l'inspection des installations classées figure un compte rendu d'intervention pour le pompage et nettoyage d'un séparateur hydrocarbure daté du 26 février 2025.

Le rapport mentionne une remarque sur la difficulté d'accès à la vanne. Suite à cette remarque l'exploitant a procédé à un entretien des espaces verts pour en faciliter l'accès. Cela a été vérifié lors de la visite du site.

Le sol des aires et des locaux de stockage visités étaient bien étanches. Les liquides inflammables disposent d'une rétention spécifique à l'arrière du bâtiment, commune avec la cellule 12 (réfrigérée).

En cas de sinistre dont l'extinction impliquerait une intervention de plus de 2h, l'exploitant dispose d'un contrat avec une société pour le pompage (Séché environnement).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Moyen de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 8.1.7

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche....., notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage.

Les vérifications périodiques doivent être inscrites sur un registre. Des essais et des visites périodiques du matériel et des moyens de secours doivent être effectués semestriellement.

Constats :

Par courriel du 28 mai 2025 l'exploitant a transmis les éléments suivants :

Sprinklage : Rapport de vérification du 30 septembre 2024 qui indique des observations et 2 constats de fin de travaux relatifs à des changements de manomètre mais ne traite pas des autres observations.

Poteaux incendie : Rapport de maintenance du 26 septembre 2024, un devis du 30 avril 2025 pour une vérification annuelle des poteaux incendie et un bon de commande du 30 avril 2025 pour un essai en simultané. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué être en attente d'une date d'intervention.

RIA : Rapport de maintenance daté du 23 août 2024 (Pas d'observation)

SSI : un courrier du 25 février 2025 d'un prestataire indiquant avoir levé les réserves observées suites aux travaux effectués le 11 décembre 2024. Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que le site avait changé son système SSI vieillissant et que les travaux se sont achevés en décembre 2024. Le document transmis est une levée des réserves identifiées poste travaux. Par courriel du 17 juin 2025, l'exploitant a transmis les documents attestant du changement de son système SSI.

Désenfumage : compte rendu de vérification du 8 avril 2025 (Pas d'observation).

Extincteurs : Rapport de maintenance daté du 26 septembre 2024

Portes Coupe-feu : Un compte rendu de maintenance du 9 avril 2025 qui mentionne 12 observations concernant des portes dysfonctionnelles et un devis non signé du 20 mai 2025 pour la remise en conformité de ces portes. Un bon de commande pour la réalisation des actions correctives a été présenté durant la visite d'inspection. Il est daté du 6 juin 2025. L'intervention n'est pas encore programmée.

Éclairage de sécurité : les fiches de contrôle des éclairages de chaque cellule. Cependant, il manque la fiche concernant le RDC de la cellule 5, la cellule 6, 7, 9, 10 et 11. Par ailleurs, la fiche relative aux locaux TGBT-HT-CMSI est datée de mai 2022. Les fiches présentées ne présentent pas de remarques.

Extinction Gaz : le compte rendu d'intervention du 16 janvier 2025 (Pas d'observation).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les justificatifs suivants:

- la levée des réserves exprimées sur le rapport de vérification du sprinklage
- le rapport de test des débits simultanés des poteaux incendie ;
- Le bon d'intervention concernant la levée des observations du rapport sur les portes coupe-feu ;
- les fiches manquantes de vérification des BAES

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 8.1.8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

En cas de tenue informatique de l'état des stocks, il convient de vérifier la possibilité d'une édition

en urgence, en cas de sinistre.
Constats : Un état des stocks a été présenté durant la visite du site avec un format synthétique et une répartition des types de stockages par cellule. L'exploitant a indiqué mettre régulièrement à jour le document et en mettre une version actualisée au poste de commandement (Studio photo). Ce document est également disponible en version numérique et disponible par l'exploitant à distance en se connectant au réseau de la société. Lors de la visite, l'exploitant a présenté le référencement numérique et le classeur avec l'ensemble des fiches de données de sécurité relatives aux produits présents dans l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Local chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
Constats : Lors de la visite du site, l'exploitant a présenté le livret de chaufferie, uniquement disponible en version papier. Celui-ci recense bien les interventions réalisées sur la chaufferie du site. Ainsi, le dernier contrôle des chaudières date du 21 octobre 2024 et le ramonage de la cheminée a eu lieu le 31 décembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Local de charge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2006, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Détection gaz
Prescription contrôlée : Le local est équipé d'un ou plusieurs détecteurs d'hydrogène judicieusement disposés. La détection entraîne le report d'une alarme ainsi que l'arrêt de la charge des accumulateurs. À défaut, l'interruption des systèmes d'extraction d'air devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé l'existence d'un asservissement pour les deux locaux de charge situés dans les cellules 2 et 7 du site. Il a présenté le dernier test effectué sur

l'asservissement et daté de 6 mars 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à un nouveau test d'asservissement durant l'année 2025 et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite